

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

COVID EN FRANCE :
CRÈCHES, ÉCOLES, COL-
LÈGES ET LYCÉES FERMÉS
DURANT TROIS SEMAINES

Emmanuel Macron s'est adressé aux Français hier soir. Il devait trancher face à la troisième vague de Covid-19 qui frappe le pays. « Si je m'adresse à vous ce soir c'est pour appeler à la mobilisation de chacun pour ce mois d'avril où beaucoup se joue », a affirmé le président au début de son allocution télévisée pour annoncer de nouvelles restrictions. Les écoles, crèches, collèges et lycées vont fermer pendant trois semaines en France, a annoncé mercredi le président Emmanuel Macron, dans le cadre de mesures destinées à enrayer l'accélération de l'épidémie de coronavirus.

CENTRAFRIQUE : DES EXPERTS DE L'ONU S'INQUIÈTENT DE POSSIBLES EXACTIONS DE PARAMILITAIRES RUSSES

Un groupe d'experts des Nations unies s'est inquiété d'informations faisant état de « graves violations des droits humains » par des paramilitaires russes combattant aux côtés des forces armées centrafricaines, selon un communiqué publié hier à Genève. « Les experts ont reçu, et continuent de recevoir, des rapports faisant état de graves violations des droits de l'Homme et du droit humanitaire international, imputables aux militaires privés opérant conjointement avec les forces armées centrafricaines (FACA) et, dans certains cas, avec les forces de maintien de la paix des Nations unies », ont affirmé les membres de ce groupe d'experts de l'ONU.

AFFAIRE BOUAKÉ : LE TÉMOIGNAGE POIGNANT DE DJAMEL SMAÏDI

Depuis lundi, la cour d'assises de Paris juge trois pilotes et copilotes accusés d'assassinat et tentative d'assassinat dans l'affaire du bombardement de Bouaké, en Côte d'Ivoire, en 2004. Hier, c'est l'un des 38 soldats français blessés dans le bombardement, l'un des plus gravement touchés d'ailleurs, qui a livré un témoignage poignant

Mali : Parly à Bamako pour recoller les morceaux

LA MINISTRE française des Armées arrive au Mali au moment où la situation militaire est plutôt tendue après la bavure des forces Barkhane qui ont accidentellement bombardé la localité de Bounti faisant plusieurs victimes civiles. Le membre du gouvernement Castex devrait trouver les mots justes pour faire tomber la tension et rassurer les autorités maliennes et toutes les parties impliquées dans la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel.

Jonas OSSOMBEY (Source AFP)
Libreville/Gabon

La situation politico-sécuritaire est très tendue au Mali depuis quelques jours. Même si elle était prévue de longue date, la visite de la ministre française des Armées, Florence Parly, dans ce pays a ainsi été avancée. Elle arrive à Bamako, d'ailleurs, avec au moins deux représentants de pays qui ont leurs troupes dans le septentrion malien, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Mais il est évident que le rapport de l'ONU sur la frappe française de la localité de Bounti fera partie des sujets sur la table.

Sur ce point, Paris et Bamako sont plutôt sur la même longueur d'onde. Peu après l'intervention de Barkhane, dans ce village malien de Bounti, un communiqué de l'armée malienne appuyait la thèse française. Ce sont bien des Djihadistes qui ont été visés. La ministre française défendra donc ici cette version des faits. A son arrivée, elle a déclaré : « nous avons un rapport de l'ONU, auquel nous avons d'ailleurs contribué, qui n'avance aucune preuve, que des témoignages. » Des témoignages, a-t-elle poursuivi, « dont on ne connaît pas l'origine et dont on ne connaît pas les conditions dans lesquelles



Photo: DR

Visite de la ministre française des Armées

ils ont été recueillis, en particulier si les personnes qui ont témoigné ont une allégeance à des groupes terroristes ou des puissances étrangères. » Même si le rapport de la division des droits de l'homme de l'ONU dit autre chose. La frappe a visé une centaine de civils, qui participaient à une cérémonie de

célébration d'un mariage, dix-neuf civils ont été tués, selon le même rapport. Lequel ajoute quand-même que 5 présumés Djihadistes armés étaient également présents sur les lieux, dont trois ont été tués.

A noter que plusieurs observateurs ont trouvé que le rapport de la Minusma est sans ambi-

guïté. Ce d'autant plus qu'il n'y a pas de doute sur le fait qu'il y ait eu une bavure à Bounti. La Minusma déclare même qu'il s'agit d'une violation du droit international humanitaire parce que les principes de distinction, de nécessité et de proportion n'ont pas été respectés par l'armée française.

19 civils tués



Photo: DR

Bounti, la bourgade bombardée

J.O
Libreville/Gabon

Une enquête de l'Organisation des Nations unies (ONU) conclut qu'une frappe aérienne menée par l'armée française au Mali en janvier a tué 19 civils réunis pour un mariage, et pas seule-

ment des djihadistes, comme l'a soutenu Paris jusqu'alors selon un rapport.

Ainsi, au terme de l'enquête conduite par la division des droits de l'homme de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma), appuyée par la police scientifique des Nations unies, sur les événements survenus le 3 janvier près de Bounti (centre), la

Minusma « est en mesure de confirmer la tenue d'une célébration de mariage qui a rassemblé sur le lieu de la frappe une centaine de civils parmi lesquels se trouvaient cinq personnes armées, membres présumés de la katiba Serma », assure aussi le résumé du rapport. La katiba Serma est affiliée au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, ou JNIM en arabe), alliance Djihadiste, elle-même affiliée à Al-Qaïda.

Au moins 22 personnes ont été tuées, dont trois des membres présumés de la katiba Serma. Dix-neuf sont morts sur le coup et trois au cours de leur évacuation, affirme le document. Le groupe touché « était très majoritairement composé de civils qui sont des personnes protégées contre les attaques au regard du droit international humanitaire », rappelle la Minusma.